



# Conseil de sécurité

Soixante-quatrième année

Provisoire

**6154<sup>e</sup>** séance

Mardi 30 juin 2009, à 15 heures  
New York

---

|                    |                                                           |                         |
|--------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------|
| <i>Président :</i> | M. İlkin . . . . .                                        | (Turquie)               |
| <i>Membres :</i>   | Autriche . . . . .                                        | M <sup>me</sup> Nguyen  |
|                    | Burkina Faso . . . . .                                    | M. Koudougou            |
|                    | Chine . . . . .                                           | M. Pan Jingyu           |
|                    | Costa Rica . . . . .                                      | M <sup>me</sup> Zamora  |
|                    | Croatie . . . . .                                         | M. Galli                |
|                    | États-Unis d'Amérique . . . . .                           | M <sup>me</sup> Germain |
|                    | Fédération de Russie . . . . .                            | M. Safronkov            |
|                    | France . . . . .                                          | M. Guidée               |
|                    | Jamahiriya arabe libyenne . . . . .                       | M. Gebreel              |
|                    | Japon . . . . .                                           | M. Kumagai              |
|                    | Mexique . . . . .                                         | M. Puente               |
|                    | Ouganda . . . . .                                         | M. Kamahungye           |
|                    | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . | M. Quarrey              |
|                    | Viet Nam . . . . .                                        | M. Bui The Giang        |

## Ordre du jour

### La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/323)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



*La séance est reprise à 15 h 10.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

**M. De Klerk** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir permis aux Pays-Bas de prendre la parole lors de cet important débat sur la situation en Afghanistan. Nous nous associons pleinement à la déclaration faite plus tôt par l'Ambassadeur de la République tchèque.

Avant de faire quelques observations sur l'avenir de l'Afghanistan, je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général Eide, au nom du Gouvernement néerlandais, pour sa direction éclairée avant et pendant la Conférence internationale sur l'Afghanistan à La Haye cette année même. Nous remercions les quelque 100 délégations qui ont participé à la Conférence pour leur immense appui et leur esprit constructif.

S'agissant de l'avenir, les Pays-Bas souhaitent faire quelques observations. Premièrement, au sujet des prochaines élections, de nombreux orateurs ici présents ont insisté à juste titre sur l'importance d'organiser des élections régulières et, à cet égard, sur la nécessité de veiller à l'impartialité du processus électoral pour tous les candidats. Mais il ne faut pas oublier que ce sont les premières élections organisées par les autorités afghanes elles-mêmes, et ce n'est pas peu de chose. Il s'agit là d'un signe important que l'esprit de la démocratie prend peu à peu racine au sein de la société afghane et nous en félicitons le peuple afghan.

Deuxièmement, il est temps pour la communauté internationale, y compris la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de commencer à penser à la période d'après les élections. Nous pensons qu'il est utile de discuter d'une sorte d'accord entre la communauté internationale et le nouveau gouvernement afghan, après la formation de ce gouvernement. Ceci permettra aux deux parties d'exprimer leurs attentes respectives l'une envers l'autre.

Pour notre part, nous voudrions concentrer nos efforts dans les domaines de la bonne gouvernance et des droits de l'homme, valeurs que la communauté internationale, mais aussi et surtout le peuple afghan, considère comme précieuses. Insister plus particulièrement sur la mise en place d'objectifs clairs dans le domaine de l'état de droit contribuera à asseoir

la crédibilité du nouveau gouvernement qui aura la confiance du peuple afghan.

Une troisième question porte sur ce qui est parfois appelé le renforcement des effectifs civils et militaires d'assistance qui est en cours et que nous considérons comme nécessaire, en particulier compte tenu de la précarité de la situation sur le plan de la sécurité. Nous accordons une importance particulière au consensus de plus en plus en large sur l'importance de l'assistance civile. À cet égard, comme les autres, nous sommes d'avis que les efforts civils internationaux devraient avoir comme priorité d'appuyer et de consolider les capacités civiles afghanes, conformément aux priorités établies par les autorités afghanes elles-mêmes. La mise en commun des capacités d'assistance civile internationale permettrait d'accroître l'efficacité de l'aide et de réduire le risque de doubles emplois ou, pire encore, de mauvaise communication entre les donateurs et les autorités afghanes.

Cela m'amène à la quatrième et dernière observation portant sur l'expérience néerlandaise en Afghanistan. Nous disons cela avec modestie car nous savons pertinemment que les situations dans d'autres provinces ont été et sont différentes. Néanmoins, nous pensons que certains résultats méritent d'être signalés. Premièrement, la présence civile de l'Équipe de reconstruction de province multilatérale sous direction néerlandaise en Uruzgan se fait de plus en plus sentir. En fait, l'équipe exerce ses activités sous une direction civile. Nous pensons que les efforts déployés pour établir une coopération entre civils et militaires ont démontré leur utilité. La MANUA a ouvert un bureau en mai et nous pensons que ceci est fort utile. En outre, la présence d'acteurs civils en Uruzgan a augmenté considérablement avec 50 organisations non gouvernementales, organisations et entreprises internationales, par opposition à six organisations non gouvernementales en Uruzgan il y a tout juste trois ans. Dans le même temps, les autorités afghanes ont renforcé leur présence militaire et sécuritaire en Uruzgan et nous prévoyons que cette tendance se poursuivra.

Deuxièmement, les capacités civiles des autorités afghanes en Uruzgan s'améliorent. Nous assurons la liaison avant tout avec le Gouverneur, mais ces temps-ci, nous coordonnons nos activités de plus en plus avec l'exécutif des ministères en Uruzgan, renforçant ainsi les structures et les politiques institutionnelles du Gouvernement afghan.

Troisièmement, toutes ces avancées, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan civil, contribuent à consolider la zone de stabilité et de développement en Uruzgan. Ceci nous permettra, ainsi qu'à nos partenaires internationaux, d'adopter progressivement une approche plus nationale et moins axée sur une province particulière.

Nous partageons l'opinion du Représentant spécial Eide selon lequel une telle transition permettrait de réduire le niveau actuel de fragmentation de l'aide en Afghanistan. C'est que nous essayons déjà de faire. Sur les quelques 200 millions d'euros d'assistance à l'Afghanistan versés depuis 2006, environ un tiers est dépensé directement en Uruzgan, d'une manière totalement transparente vis-à-vis des autorités centrales à Kaboul et de la MANUA, tandis qu'environ deux tiers sont dépensés par des voies multilatérales à l'appui du Gouvernement central.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à la représentante de la Norvège.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général pour son dernier rapport (S/2009/323) et M. Kai Eide pour ses remarques franches et honnêtes tout à fait bienvenues. Je tiens également à saisir cette occasion pour saluer toutes les femmes et tous les hommes de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour leurs efforts inlassables, et le Gouvernement et le peuple afghans pour leur détermination inébranlable de construire un Afghanistan pacifique et stable. La Norvège partage cet engagement et nous restons déterminés à apporter notre contribution financière, militaire et politique. C'est donc avec beaucoup d'intérêt que nous avons lu le rapport du Secrétaire général qui offre un tableau contrasté d'avancées, de défis et de revers.

Pour ce qui est des progrès accomplis, nous trouvons encourageantes les avancées des derniers mois : le rôle élargi de l'Armée et de la Police nationales afghanes; les progrès réalisés dans des domaines d'action à caractère prioritaire, tels que l'agriculture; aussi bien que l'alignement progressif et une meilleure coordination des contributions internationales. Nous sommes également heureux de noter que les préparatifs des prochaines élections se poursuivent et ont été menés sans incident grave jusqu'à présent.

Nous sommes par ailleurs heureux d'avoir vu trois changements d'orientation stratégique

interdépendants se mettre en place en Afghanistan : nous avons décidé de privilégier les activités civiles, axer les efforts sur la gouvernance et la fourniture de services au niveau infranational, et aligner les efforts internationaux, ce qui équivaut à accroître l'efficacité de l'aide. Ces questions ont été au premier plan des préoccupations norvégiennes depuis quelque temps déjà et nous devrions tous unir nos forces pour continuer de promouvoir ces avancées encourageantes, qui sont essentielles pour améliorer la situation générale en Afghanistan.

Dans le même temps, nous notons avec préoccupation que des revers inquiétants ont été essuyés pendant la même période, en particulier pour ce qui est de la détérioration des conditions de sécurité dans certaines zones du pays et de l'augmentation du nombre de victimes civiles par rapport aux mêmes mois en 2008. Compte tenu des avancées politiques réalisées sur le terrain et gardant à l'esprit les élections d'août, il est essentiel de veiller à ce que l'activité militaire, dont on prévoit maintenant une recrudescence cet été, n'ait pas pour conséquence de susciter l'hostilité de la population afghane envers la communauté internationale.

Je souhaiterais maintenant attirer l'attention du Conseil sur une question de plus en plus importante, celle d'une approche régionale de la stabilisation de l'Afghanistan. La situation en Afghanistan représente un grave problème pour tous les pays de la région. Il est donc de la plus haute importance que tous les pays voisins de l'Afghanistan, ainsi que les autres principaux pays, participent à un dialogue politique constructif et établissent un partenariat pour lutter contre le crime organisé, le trafic de stupéfiants et le terrorisme, et pour promouvoir le commerce, la coopération et l'intégration générale de l'Afghanistan dans la région.

Qu'il me soit permis de faire quelques brèves remarques sur la question du financement de la MANUA. L'augmentation du budget de la Mission, l'année dernière, était importante et significative, mais, au cours des derniers mois, la demande de services de la MANUA a augmenté plus rapidement que ses ressources. Les attentes à satisfaire sont également plus élevées, aussi bien en Afghanistan qu'en dehors du pays. Ceci met en lumière une question plus générale que nous devons discuter : si la MANUA s'acquitte avec succès de ses fonctions de catalyseur de la stabilité politique et du développement, alors, jusqu'à quel point nous, donateurs, sommes-nous prêts à faire

de grands efforts pour maximiser l'impact de la Mission? Je me contenterai de dire que la Norvège est prête à dialoguer d'une manière constructive avec le Conseil et la communauté internationale sur cette question.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au nouveau Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande.

**M. McLay** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, comme d'autres l'ont fait remarquer, c'est la dernière fois que vous participez à une séance du Conseil de sécurité. Comme c'est la première fois pour moi, je tiens à vous féliciter pour la manière très compétente avec laquelle vous avez dirigé le Conseil en juin et je vous exprime mes meilleurs vœux au moment où votre séjour à New York s'achève. Il pourrait y avoir, à mon sens, des manières plus distinguées de passer votre dernière journée ici que de présider le Conseil. Je suis aussi conscient que nos deux pays ont des liens très spéciaux, qui sont le mieux incarnés par le mémorial dédié à Kamal Atatürk qui domine le port de la capitale de mon pays.

Je remercie également le Secrétaire général pour son rapport trimestriel (S/2009/323) sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), le Représentant spécial pour ses observations perspicaces, et le Représentant permanent de l'Afghanistan pour sa réponse très constructive.

La Nouvelle-Zélande est reconnaissante de pouvoir participer au présent débat. Notre pays est une petite nation de 4 millions d'habitants très éloignée de l'Afghanistan, mais il a pris un engagement de longue date en faveur de ce pays. Nous voulons que l'Afghanistan soit un pays indépendant viable, libéré des fléaux de la subversion et du terrorisme.

Malgré les problèmes de sécurité que nous rencontrons partout, en particulier dans notre propre voisinage du Pacifique, nous dirigeons l'équipe de reconstruction dans la province de Bamyan. Le personnel néo-zélandais appuie le siège de la Force internationale d'assistance à la sécurité et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et assure la formation et le tutorat de la police à Bamyan.

La Nouvelle-Zélande contribue à d'autres domaines de priorités définis dans la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, tels que les programmes de subsistance rurale, les services d'éducation et de santé, et le renforcement des

capacités des organisations gouvernementales, non gouvernementales et de la société civile au niveau des provinces. Nous nous félicitons de la nouvelle stratégie nationale pour l'agriculture et envisageons d'accroître notre appui pour améliorer la productivité agricole et la recherche connexe. La Nouvelle-Zélande salue aussi l'accent croissant mis sur les contributions civiles à l'Afghanistan et sur une coordination plus efficace des efforts de la communauté internationale, comme préconisé durant la Conférence de La Haye en mars. La MANUA jouera un rôle clef dans ces domaines.

La Nouvelle-Zélande est d'avis qu'il faut une stratégie claire d'engagement en Afghanistan qui assure le bon équilibre entre la stabilité et la sécurité, d'une part, et le développement et la diplomatie de l'autre. Une mise en œuvre efficace de cette stratégie est essentielle. La coordination des contributions fournies par la communauté internationale pour appuyer le Gouvernement afghan est cruciale, et les voisins de l'Afghanistan ont un rôle à jouer à cet égard, comme cela a déjà été indiqué. La Nouvelle-Zélande trouve encourageantes les informations fournies par le Secrétaire général faisant état de progrès récents enregistrés s'agissant de cette coopération régionale.

La Nouvelle-Zélande est préoccupée par la recrudescence de la violence durant la période pré-électorale. On le sait, l'Afghanistan continue d'avoir de sérieux problèmes en matière de gouvernance, des droits de l'homme, de développement et de justice et relatifs aux stupéfiants. La situation en matière de sécurité, surtout dans le sud et l'est du pays, entrave gravement le développement et limite les pouvoirs du Gouvernement et sa capacité d'améliorer la vie de tous les Afghans. De ce fait, le renforcement des capacités militaires et de police de l'Afghanistan doit être une priorité de la communauté internationale, car le développement en Afghanistan doit être étayé par un Gouvernement solide, crédible et efficace.

La Nouvelle-Zélande se félicite aussi des progrès accomplis en vue des élections du 20 août et constate avec satisfaction que le nombre de femmes candidates dépasse de loin celui enregistré à la dernière élection. Nous nous félicitons aussi des mesures de sécurité supplémentaires prises pour permettre au peuple afghan d'exercer son droit démocratique aux urnes sans peur de violence, et nous fournissons 500 000 dollars néo-zélandais pour appuyer les élections.

Tout en saluant les progrès accomplis en Afghanistan ces dernières années, nous pensons que la

communauté internationale doit continuer à accompagner durablement l'Afghanistan pour l'aider à construire un meilleur avenir, et la Nouvelle-Zélande est résolue à contribuer à réaliser cet avenir.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Pakistan.

**M. Amil** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais, pour commencer, saisir cette occasion pour vous féliciter pour votre présidence réussie et riche en événements du Conseil de sécurité ainsi que de la manière compétente avec laquelle vous avez dirigé les travaux du Conseil ce mois. Comme vous êtes un bon ami du peuple pakistanais, et puisque vous êtes au terme d'une carrière brillante, notre délégation tient particulièrement à vous souhaiter plein succès dans vos activités futures.

Ce débat qui tombe à point nommé est le témoignage de l'attention que la communauté internationale et le Conseil de sécurité ne cessent d'accorder à l'Afghanistan. Nous remercions M. Kai Eide de son exposé riche en informations de ce matin. Le Pakistan est sensible au rôle important que joue l'ONU en Afghanistan.

Le récent rapport du Secrétaire général (S/2009/323) présente une analyse objective de la situation en Afghanistan. Bien que l'Afghanistan ait accompli des progrès dans certains domaines, des problèmes considérables demeurent dans les domaines politique, sécuritaire et humanitaire et concernant la gouvernance et le développement. La détérioration générale de la situation en matière de sécurité demeure une source de préoccupation. Les efforts concernant le développement et la reconstruction sont lents et irréguliers. L'absence de l'autorité publique au-delà de certaines grandes villes, la mauvaise gouvernance, la corruption galopante et les difficultés économiques font voler en éclats la confiance du peuple dans la capacité du Gouvernement de lui fournir de la protection et de meilleures conditions de vie. L'augmentation des victimes civiles attise les griefs du public contre les forces étrangères. C'est un obstacle de taille qui empêche de gagner les cœurs et les esprits du peuple afghan, ce qui est nécessaire pour la réussite en Afghanistan.

L'Afghanistan est à un tournant historique. Les défis auxquels l'Afghanistan est confronté sont nombreux et redoutables. Pendant des décennies, l'Afghanistan a souffert des ravages de la guerre et des troubles civils. Le peuple frère afghan est la victime de

l'instabilité, de la violence, du terrorisme, des combats entre factions, des armes illégales, de la production et du trafic de stupéfiants, et du crime organisé. Cela a eu des effets désastreux sur l'économie, les infrastructures et la société afghanes. Il est temps de mettre fin à ce cycle vicieux, mais il n'y a pas de baguette magique pour transformer de jour au lendemain des décennies de dégâts en développement.

L'absence d'une stratégie globale nous a empêchés d'enregistrer des progrès notables dans la consolidation de la paix et d'instaurer la stabilité en Afghanistan. Nous devons abandonner l'approche fragmentaire pour nous attaquer à ces défis redoutables et concevoir une riposte intégrée adoptée et dirigée par le peuple afghan, avec l'appui de la communauté internationale.

Les partenariats avec les États de la région, ainsi qu'avec la communauté internationale, demeureront déterminants pour une paix et un développement durables en Afghanistan. Des réunions internationales et transrégionales tenues récemment illustrent le dévouement et l'attachement des partenaires régionaux et internationaux au développement de l'Afghanistan. Il faut profiter de l'abondance actuelle de l'attention et de la bienveillance de la communauté internationale à l'égard de l'Afghanistan pour galvaniser nos efforts et dégager un nouveau consensus autour d'une stratégie globale pour la paix en Afghanistan et la région. Fondée sur la coopération et une responsabilité partagée, cette stratégie doit remédier aux lacunes du passé et du présent et définir une direction stratégique claire pour l'action internationale en Afghanistan.

À cet égard, je voudrais évoquer certains aspects auxquels on devrait accorder une attention particulière.

Tout d'abord, les problèmes rencontrés par l'Afghanistan sont endogènes et exigent donc des solutions internes. Toute stratégie globale destinée à régler ces problèmes doit jouir de la pleine adhésion du peuple afghan et de l'appui constant de la communauté internationale, en particulier des pays voisins.

Deuxièmement, le recours à la seule force militaire ne saurait produire des résultats. Les victimes civiles qui en résultent sont une cause majeure de déconvenue. Il serait utile de mettre moins l'accent sur les opérations militaires et de consacrer davantage d'énergie à la protection des populations et à la sécurisation des zones.

Troisièmement, un accroissement du développement civil est nécessaire. Il faut investir massivement dans la reconstruction, dans des programmes de développement et d'assistance sociale, dans l'amélioration de la gouvernance et en priorité dans le renforcement des institutions publiques et le renforcement des capacités. Assurer de meilleures conditions de vie et rendre les visibles les dividendes de la paix aiderait considérablement à rallier l'appui du peuple afghan.

Quatrièmement, nous ne devons pas traiter isolément les problèmes du terrorisme et de l'extrémisme violent; ils font partie d'un problème plus général, et l'on doit s'y attaquer en conséquence. La montée du militantisme en Afghanistan est directement liée à l'accroissement non maîtrisée des stupéfiants dans ce pays. Les ressources financières découlant du trafic de drogue ont permis de soutenir les activités des insurgés et des extrémistes. Il est indispensable de s'attaquer d'urgence à ce problème des stupéfiants. Les mesures à court terme doivent être complétées par des solutions globales, durables et à long terme fondées sur d'autres moyens de subsistance et d'autres modes de développement.

Cinquièmement, toute stratégie, aussi innovante ou dynamique soit-elle, serait vouée à l'échec sans l'appui de tous les éléments de la société afghane. Il est indispensable de lancer un processus de réconciliation dirigé par les Afghans et fondé sur le dialogue. Le renouvellement du mandat démocratique dans les prochaines élections en Afghanistan est une occasion idéale pour promouvoir l'inclusion politique et socioéconomique et la réconciliation nationale.

Sixièmement, parmi les paramètres d'une solution durable, il faut une approche régionale d'ensemble, prenant en compte les intérêts, les capacités et les aspirations d'États souverains et de leurs peuples. Elle doit susciter le ferme intérêt de toutes les parties dans une paix durable. Étant donné sa situation géographique stratégique, la région a les vastes capacités nécessaires pour devenir un centre international de coopération et de développement. Nous devons passer de l'antagonisme et la rivalité à la concurrence et la coopération pour profiter des avantages latents. Exploiter ces potentialités serait une proposition mutuellement avantageuse pour tous dans la région et au-delà.

Le rôle de l'ONU est la pierre angulaire des efforts internationaux en faveur de l'Afghanistan. Nous

sommes sensibles au rôle joué par la MANUA en Afghanistan. Étant donné la portée et l'ampleur formidables de la tâche, nous pensons que le Mission doit recevoir les ressources nécessaires pour exécuter son mandat.

Outre l'Afghanistan lui-même, aucun autre pays que le Pakistan n'a d'intérêt plus crucial dans l'instauration de la paix, de la sécurité et de la prospérité dans ce pays. Le Pakistan est le pays qui souffre directement de l'instabilité actuelle en Afghanistan. La paix en Afghanistan est essentielle pour la tranquillité et le développement des régions frontalières du Pakistan. Voilà pourquoi nous sommes fermement résolu à aider le Gouvernement afghan et les partenaires internationaux à restaurer la sécurité et à apporter la stabilité au Pakistan. Le Pakistan est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde, avec toutes les conséquences qui en découlent. Les forces de sécurité pakistanaises et le peuple pakistanais continuent de faire des sacrifices énormes.

Le Pakistan attache une priorité de premier ordre à des relations étroites, amicales et de coopération avec l'Afghanistan et désire avoir des relations diversifiées et mutuellement avantageuses avec son voisin de l'ouest. Les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan se sont considérablement améliorées avec des contacts réguliers au plus haut niveau politique et l'engagement des deux pays à œuvrer de concert pour régler leurs problèmes communs et mettre en valeur leurs potentialités communes. La troisième Conférence de coopération économique régionale sur l'Afghanistan, tenue les 13 et 14 mai à Islamabad, a été une preuve supplémentaire de l'attachement du Pakistan à la stabilité et au développement économique de l'Afghanistan.

Je voudrais mettre en exergue quelques paroles prononcées par mon Premier Ministre à cette réunion. Depuis sa rencontre avec le Président Karzaï à Colombo en 2008, nos deux gouvernements démocratiques ont ensemble contribué à transformer fondamentalement nos relations bilatérales. Aujourd'hui, notre engagement multiforme est global et couvre les domaines politique, économique, sécuritaire et social.

Le Pakistan prend également une part active au renforcement des institutions publiques de l'Afghanistan en ce qui concerne la diplomatie, les forces de l'ordre, l'appareil judiciaire, la lutte contre les stupéfiants, et les services médicaux. Notre

participation est en faveur du peuple afghan, et concerne des projets choisis par les Afghans et exécutés par l'intermédiaire des autorités afghanes. Un processus de dialogue et de réconciliation tenant dûment compte des différences culturelles et dirigé par les Afghans doit se poursuivre en même temps que les efforts pour coopter les populations locales. Le Pakistan se félicite du nouvel accent mis sur le développement transrégional. Le Premier Ministre a annoncé des mesures spécifiques lors de ce forum, y compris l'octroi de 1 000 bourses à des étudiants afghans, la mise en place de villages modèles pour les réfugiés afghans qui rentrent chez eux, et la création de centres de formation professionnelle.

Le Pakistan a pris ces derniers temps part à des sommets tripartites regroupant des acteurs clefs, des États-Unis à la Turquie, en passant par l'Iran et la Russie, et a participé à d'autres réunions internationales consacrées à l'Afghanistan, ce qui est une autre preuve de notre engagement. Nous saluons la redynamisation de l'attention portée par les États-Unis à la région pour promouvoir une coopération généralisée entre le Pakistan et l'Afghanistan. La rencontre des ministres des affaires étrangères de trois pays en février, suivie d'un sommet tripartite en mai, a considérablement aidé à définir les contours futurs d'une stratégie d'ensemble pour l'Afghanistan.

Notre participation à la réunion de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à Moscou le 27 mars, a renforcé davantage la coopération trilatérale entre la Fédération de Russie, le Pakistan et l'Afghanistan. Nous nous félicitons que la Fédération de Russie ait indiqué sa disposition à contribuer à toutes les initiatives encourageantes. De même, notre participation au sommet tripartite, organisé très gracieusement par notre pays frère, la Turquie, à Ankara en avril, représente une mesure positive dans la coopération tripartite entre nos trois pays dans le domaine de la sécurité et du partage de renseignements, en vue d'une plus grande confiance entre toutes les parties. La réunion tenue en mars à Téhéran, à laquelle le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan ont mis en place un mécanisme tripartite, est tout aussi importante. Elle a été suivie en avril d'une réunion de hauts responsables à Islamabad pour renforcer la coordination.

Le Pakistan envisage une région pacifique, stable, prospère et florissante et est prêt à jouer son rôle dans ce processus. Nous réaffirmons notre plein appui à la paix et à la stabilité durables en Afghanistan. Nous

demandons à la communauté internationale et à l'ONU de demeurer fermes dans leur attachement à l'Afghanistan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

**M. Puri** (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, Monsieur le Président, vous exprimer mes meilleurs vœux au moment où vous vous apprêtez à quitter vos fonctions de Représentant permanent de la Turquie, et vous féliciter au moment où vous mettez un terme à une brillante carrière de fonctionnaire de votre pays. Je vous souhaite plein succès dans vos activités futures. Je vous remercie aussi d'avoir programmé le débat d'aujourd'hui consacré à la situation en Afghanistan. Il présente un intérêt immédiat et historique pour l'Inde, un voisin immédiat et un partenaire civilisationnel de l'Afghanistan.

L'Inde se félicite de la situation encourageante décrite dans le rapport du Secrétaire général (S/2009/323) et dans l'exposé du Représentant spécial Eide concernant les trois changements stratégiques interdépendants en Afghanistan.

L'Inde estime que la mise à l'épreuve de l'investissement rentable dans des programmes d'assistance est de veiller à ce que ces programmes soient en phase avec les priorités afghanes et qu'ils contribuent au renforcement des capacités. Comme le Secrétaire général, nous exhortons la communauté internationale à maintenir sa vaste présence multinationale. C'est précisément le moment où il ne faut pas relâcher nos efforts, mais les renforcer de manière coordonnée. Cela a toujours été notre position, même après l'attentat contre notre ambassade à Kaboul en juillet dernier.

Le rapport du Secrétaire général est une réaction claire aux voix qui remettent en cause l'utilité de notre action collective. En réponse en cela, nous devons appuyer le renforcement des capacités civiles et l'expansion des capacités afghanes, tant en paroles que dans les faits. Pour cela, il faudra appuyer vigoureusement les domaines prioritaires déterminés par nos partenaires afghans, dont l'agriculture, l'énergie, le renforcement du secteur privé et le renforcement des capacités. Des décisions utiles à cet égard ont été prises à la onzième réunion du Conseil commun de coordination et de suivi. Nous devons aussi appuyer l'expansion financière et administrative de la présence des Nations Unies, entreprise à notre demande.

Parallèlement, malgré les difficultés organisationnelles et les débats politiques, les secondes élections nationales et présidentielle organisées depuis 2001 seront plus qu'un motif de satisfaction, comme l'a souligné mon ami et collègue l'Ambassadeur de l'Afghanistan. Nous admettons que des appels sont lancés pour veiller à ce que les élections soient libres et justes. Naturellement, les élections doivent être équitables, mais admettons qu'un débat politique animé est lui-même un signe d'espoir. Des débats énergiques ne signifient pas l'échec du processus politique. Nous devons aussi avoir à l'esprit que trop de conseils extérieurs agissent souvent inversement et sapent les institutions nationales.

Cela étant, le moment est venu pour que nous reconnaissons et appuyions haut et fort les capacités croissantes afghanes. On a perdu trop de temps à réprimander les acteurs afghans pour les nombreux échecs, au lieu de bien orienter leurs actions. Établir un gouvernement moderne après des décennies de guerre, de déplacements et de privations ne pouvait jamais être une tâche aisée. Nous ne devons pas continuer à nous perdre dans les détails.

Du côté négatif, la situation en matière de sécurité demeure profondément préoccupante. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour prédire que les six prochains mois seront difficiles, surtout pour le peuple afghan.

Une guerre asymétrique et des attentats terroristes complexes sont en préparation et les sources qui appuient cette terreur ne sont pas prêtes de tarir. Nous devons réfléchir mûrement aux moyens d'y parvenir. Dans ce contexte, nous avons toujours des réserves concernant le langage utilisé dans les rapports de l'ONU pour décrire les attentats terroristes. Ces opérations ne sont certainement pas préparées par des éléments anti-gouvernementaux ou des insurgés.

Nous saluons les progrès enregistrés par l'Armée nationale afghane, particulièrement parce que l'expansion de ses capacités est la seule garantie viable du succès d'un engagement militaire en Afghanistan. Nous constatons avec satisfaction les efforts qui sont déployés par des pays tiers pour renforcer les capacités de l'Armée nationale afghane.

Cela m'amène à la réconciliation. Bien qu'elle soit souvent le corollaire des stratégies militaires, en Afghanistan c'est une question qu'il faut aborder avec beaucoup de précaution. Des rapports successifs du Secrétaire général ainsi que de nombreuses résolutions

adoptées ici et à l'Assemblée nationale ont souligné que ce doit être un processus dirigé par les Afghans, dans le cadre des paramètres de la Constitution du pays. Il a également été réitéré qu'elle doit être menée en position de force. Nous devons voir si nous en sommes déjà là.

La réconciliation exige une clarté stratégique, une communauté de vues et une reconnaissance de la nature de ceux avec qui nous voulons nous réconcilier. Sans un consensus entre les parties concernées autour des questions fondamentales – comme la réconciliation, avec qui et comment –, nous serions en train de créer des divisions entre nous, non pas entre ceux que nous cherchons à éloigner des groupes terroristes. Voilà pourquoi nous devons dépasser les distinctions irréalistes entre les bons et les mauvais Taliban. De même, nous ne devons pas perdre de vue qu'en se livrant à ces distinctions, nous donnons une image de faiblesse et de désespoir et présentons même une mentalité défaitiste.

Je voudrais réaffirmer notre volonté inébranlable d'aider nos partenaires afghans dans la limite de nos possibilités. Stabiliser l'Afghanistan n'est pas seulement relié intégralement à notre propre sécurité; c'est aussi en rapport avec l'héritage civilisationnel de notre amitié. Voilà pourquoi les attentats contre notre peuple et contre les symboles de notre amitié ne font que nous indigner et redoubler notre attachement à l'Afghanistan.

Notre dévouement à la cause de l'Afghanistan a déjà dépassé 1,2 milliard de dollars. Cela comprend la gamme d'activités la plus vaste, allant d'une chambre froide à Kandahar à une ligne de transport d'énergie vers Kaboul. Nous sommes en train de construire le Parlement tout en visant simultanément des projets locaux communautaires qui produisent des dividendes de paix rapides, tels que des écoles et des hôpitaux. Le renforcement des capacités est au cœur de tous ces projets. C'est en appui à cette tâche fondamentale que l'Inde a accru de 35 % son allocation actuelle de 1 000 places dans nos institutions pour le renforcement des capacités et les programmes de bourses scolaires.

S'agissant de l'aspect régional, la stabilisation de l'Afghanistan doit être au cœur des processus régionaux pour que le pays retrouve son rôle de carrefour de l'Asie du Sud, de l'Ouest et du Centre. Parmi eux, il y a les processus économiques, tels que l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale et la Conférence de coopération économique



régionale pour l'Afghanistan, qui profitent à toute la région. Entraver ces processus porte atteinte tant à l'Afghanistan qu'à la région. Nous devons étendre et non entraver les liens commerciaux, de transit et de transport, y compris le transit et les échanges terrestres. C'est la meilleure manière de faire intervenir de façon positive la dimension régionale.

Pour terminer, nous prenons acte de l'engagement du Secrétaire général de nous fournir dans son prochain rapport des critères pour mesurer les progrès. Ce sera une bonne mesure, surtout si ce sont des critères fondés sur des résultats plutôt que des critères assortis de délais. Nous attendons avec intérêt de prendre part au débat portant sur les critères, avec la pleine maîtrise du processus par le Gouvernement afghan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Représentant permanent de l'Italie.

**M. Terzi di Sant'Agata** (Italie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter l'Ambassadeur Baki İlkin et dire, en mon nom personnel et au nom de mes autorités, combien nous nous félicitons de la coïncidence significative de la très réussie présidence turque du Conseil de sécurité ce mois avec la fin de sa mission à l'ONU, laquelle a été l'une des grandes réalisations de la carrière de l'Ambassadeur İlkin et de son pays.

Je tiens à remercier l'Ambassadeur Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé franc, qui, comme d'habitude, donne à réfléchir. Je remercie aussi l'Ambassadeur Tanin, le Représentant permanent de l'Afghanistan, pour ses observations importantes, surtout concernant l'avenir politique de son pays, les problèmes que l'Afghanistan rencontre dans le domaine du développement et la nécessité d'une approche véritablement unifiée de la part de la communauté internationale dans l'action qu'elle mène en Afghanistan.

Nous partageons l'évaluation faite par le Secrétaire général dans son rapport (S/2009/353). L'action de l'ONU demeure essentielle pour renforcer la maîtrise et les capacités des Afghans dans les secteurs de la sécurité, des infrastructures, de l'agriculture, de la gouvernance et de l'état de droit. Le déploiement de contingents internationaux supplémentaires, dont nous comprenons tous l'importance étant donné la situation en matière de sécurité, doit s'accompagner d'un renforcement résolu des capacités civiles. Renforcer la présence de la

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) au niveau des provinces sera également déterminant pour maximiser les bienfaits de nos efforts.

L'Italie appuie l'appel du Secrétaire général tendant à ce que des ressources additionnelles soient fournies au budget de 2010 de la Mission. Mon gouvernement continuera aussi à promouvoir l'autonomisation des Afghans à tous les niveaux, y compris s'agissant du renforcement des institutions, du développement économique et du dialogue culturel. Je tiens à ajouter que mon pays est profondément attaché à la sécurité de l'Afghanistan. Un nouveau renforcement du contingent italien a déjà été annoncé comme faisant partie d'une stratégie qui doit inclure tous efforts nécessaires pour protéger et assurer la sécurité de la population civile.

Le Secrétaire général a souligné le lien existant entre la paix et le développement en Afghanistan. Il nous a exhortés à dépasser la simple logique de gestion des conflits. C'était effectivement le principal message de la réunion ministérielle du G-8 consacré à l'Afghanistan et aux questions régionales, qui s'est tenue à Trieste les 26 et 27 juin. La réunion a réaffirmé la nécessité d'une approche d'ensemble. C'est un concept qui a été appuyé par les ministres des affaires étrangères du G-8 et les ministres des affaires de l'Afghanistan et du Pakistan dans leur déclaration commune, et repris dans le communiqué publié aux sessions d'information avec les pays voisins, les principaux contributeurs et les acteurs internationaux.

Les deux documents ont souligné combien il importait de tirer parti de certaines initiatives déterminantes, y compris les pourparlers tripartites initiés par l'Afghanistan et le Pakistan avec l'Iran, la Russie, la Turquie et les États-Unis, et la Conférence de coopération économique régionale sur l'Afghanistan, que nous considérons comme un mécanisme essentiel pour impulser le développement socioéconomique dans le pays. Ils ont aussi réaffirmé la nécessité d'appuyer pleinement la MANUA et d'une volonté de travailler avec la Commission électorale indépendante, l'ONU et la Force internationale d'assistance à la sécurité pour garantir une élection présidentielle crédible, ouverte et sûre.

Le débat sur le trafic de drogue et la gestion de la frontière a souligné les limites des approches antérieures. Il a mis en exergue les potentialités du projet de programme régional de l'Office des

Nations Unies contre la drogue et le crime et les possibilités offertes par un climat de confiance mutuelle dans la région au moyen d'une coopération frontalière, le partage de renseignement et des actions conjointes entre le Pakistan et l'Afghanistan dans le cadre de l'initiative de Dubaï.

Une série de programmes de développement sont nécessaires pour assurer le retour des réfugiés et des déplacés afghans. Les réunions de Trieste ont également souligné que l'agriculture est au cœur de l'avenir de l'Afghanistan. Comme le Conseil le sait, le retour des réfugiés et la sécurité alimentaire sont des composantes fondamentales de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.

Ce dont on a maintenant besoin c'est d'une aide concrète, y compris l'appui des organismes des Nations Unies comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et le Programme alimentaire mondial. L'accès aux marchés régionaux au moyen de nouvelles infrastructures, ainsi qu'une intégration accrue et la disponibilité de ressources humaines, sont des priorités essentielles, de concert avec l'éducation des jeunes et des femmes et la promotion du rôle des médias en tant que moteurs de la participation sociale à la vie publique, en particulier dans la perspective de la prochaine élection présidentielle.

À cet égard, le groupe d'appui international Afghanistan-Pakistan s'est réuni à Trieste et a décrit en détail les conditions préalables d'un processus électoral crédible, y compris le respect des règles de jeu par tous les candidats, le respect scrupuleux du principe de la non-ingérence, et l'impartialité de la communauté internationale. On a également souligné le rôle crucial joué par la MANUA et l'Ambassadeur Eide dans le renforcement de la cohérence de la présence internationale.

Les participants à la réunion de Trieste ont insisté sur la stabilisation régionale, un accent particulier étant mis sur la situation des personnes déplacées au Pakistan. L'insécurité s'aggraverait encore quand la saison des moussons aura des répercussions sur la vie dans les camps et permettra aux Taliban d'exploiter facilement la pauvreté et le mécontentement des personnes déplacées. Tout cela exige que des mesures soient immédiatement prises et que l'on aide le Gouvernement démocratique à Islamabad à faire face à la crise humanitaire et à la prochaine phase de

reconstruction. Le G-8 se réunira de nouveau pour examiner cette question en marge de la prochaine semaine ministérielle de l'Assemblée générale à New York.

Je m'associe à la déclaration faite ce matin par le représentant de la République tchèque au nom de l'Union européenne.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

**M. Golezinski** (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie se félicite de pouvoir participer au débat que le Conseil consacre au tout récent rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (S/2009/353). Je voudrais en profiter pour vous remercier, Monsieur le Président, au nom de mon gouvernement, et vous féliciter pour la manière avec laquelle vous avez dirigé le Conseil au cours du mois écoulé.

L'Australie est sensible à la manière dont l'ONU dirige la présence internationale en Afghanistan, et nous tenons à saluer une fois de plus les efforts inlassables du Représentant spécial Eide à cet égard. Et comme nous l'avons déjà dit et le dirons sans doute encore, la présence internationale en Afghanistan doit se pencher sur la sécurité, la gouvernance et la coopération régionale. Nous comprenons tous combien il importe de créer en Afghanistan un environnement sûr dans lequel le développement et les possibilités économiques peuvent connaître un essor. Voilà pourquoi nous sommes en train d'augmenter de 40 % le niveau de nos forces. L'Australie concourt aussi au renforcement des capacités de l'Armée nationale afghane à Uruzgan, et nous fournirons 200 millions de dollars au fonds d'affectation spéciale de l'Armée nationale afghane.

En même temps, nous ne devons pas relâcher notre attention sur les faits nouveaux survenus dans le domaine civil. Les autorités afghanes et la communauté internationale doivent continuer de coopérer pour veiller à ce que les prochaines élections soient sûres, crédibles et ouvertes à tous et que les candidats puissent rivaliser sur un pied d'égalité.

L'Australie fournira une aide supplémentaire pour la conduite des élections, dont un appui militaire de courte durée au moyen d'une compagnie d'infanterie déployée pendant une période de huit mois. Nous ferons aussi une petite contribution financière pour

appuyer la conduite des élections et, bien entendu, nous dépêcherons une équipe civile d'observateurs.

L'an dernier, l'Australie a promis de verser 250 millions de dollars au titre de l'aide au développement et à la reconstruction à l'Afghanistan, portant ainsi le montant total de notre aide à environ 600 millions de dollars à ce jour. C'est une somme tout à fait considérable, étant donné que l'Afghanistan ne fait pas partie de notre sphère d'influence, mais cela souligne l'importance de nos relations bilatérales avec l'Afghanistan et l'importance que cette question revêt pour l'ensemble la communauté internationale.

Nous avons aussi fourni des ressources financières au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan. Le Fonds s'emploie à renforcer la résistance des communautés afghanes et à étendre les possibilités économiques et l'accès aux services de base, y compris en appuyant le Programme de solidarité nationale. J'ai appris que 68 % de la population rurale en Afghanistan a bénéficié de ce Programme, et nous notons que la Banque mondiale estime que le Programme est celui qui réussit le mieux à appuyer le développement rural et communautaire. Nous encourageons donc les États Membres de s'engager à allouer des ressources additionnelles à cette initiative qui le mérite.

En dépit de la détérioration des conditions de sécurité, des progrès ont été accomplis en Afghanistan. Le produit intérieur brut par tête a presque doublé en Afghanistan depuis 2002. La Banque mondiale fait état de progrès considérables dans la gestion des finances publiques, et cela a été mentionné dans les informations que nous avons reçues du Représentant spécial. Des avancées spectaculaires ont été accomplies dans l'amélioration de l'éducation de base, où le taux d'inscription a été multiplié par six depuis 2001, 35 % étant des filles. Mais, l'Ambassadeur Eide nous l'a aussi rappelé, 6 millions de petits garçons et de fillettes suivraient actuellement l'éducation de base, mais les petits garçons et les fillettes grandissent, et nous devons être prêts à les aider également tout au long de leur cursus scolaire, de l'enseignement primaire et à l'enseignement supérieur.

La communauté internationale doit continuer à être unie pour tirer parti de ces succès. C'est au moyen d'une coopération continue avec les autorités afghanes et entre nous que nous pourrions créer un avenir sûr et prospère que l'Afghanistan mérite.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Représentant permanent de l'Allemagne.

**M. Matussek** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi, en ce jour qui est le dernier de votre carrière et le dernier de la présidence turque, de vous féliciter du succès de votre présidence du Conseil de sécurité. Vous avez eu un ordre du jour plein, et nous nous souviendrons toujours de cette présidence remarquable. Je m'associe à mes collègues pour remercier le Secrétaire général pour son rapport (S/2009/353) et le Représentant spécial Kai Eide pour son exposé de ce jour, qui a été, comme nous y sommes habitués, passionné, honnête et clair. Je tiens à remercier en particulier l'Ambassadeur Tanin pour son analyse réaliste et ses sages conseils.

L'Allemagne appuie pleinement la déclaration de la présidence de l'Union européenne et partage l'analyse faite de la situation en Afghanistan.

L'Allemagne, qui contribue grandement aux programmes civils de reconstruction et de développement en Afghanistan et qui est l'un des principaux fournisseurs de contingents à la Force internationale d'assistance à la sécurité, une opération autorisée par l'ONU, voudrait souligner les aspects suivants.

Premièrement, le processus électoral en Afghanistan est une étape déterminante pour consolider le développement démocratique en Afghanistan. La communauté internationale, en particulier par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), aide avec succès la Commission électorale indépendante à préparer ces élections. Nous n'avons pas de doute que, pour ces premières élections organisées par les Afghans, nos partenaires afghans, principalement le Président Karzaï et son gouvernement, s'emploieront à garantir un processus stable qui mène le pays à des élections crédibles, libres et justes le 20 août. L'Allemagne a sans cesse appuyé le projet du PNUD intitulé « Renforcer les capacités juridiques et électorales pour l'avenir » (PNUD-ELECT) en fournissant 10 millions de dollars en 2008, et fournira 12 millions de dollars additionnels en faveur de ce programme en 2009.

La sécurité demeure une source de grave préoccupation, surtout s'agissant du processus électoral. À cet égard, l'Allemagne a accru le nombre de ses soldats sur le terrain pour aider à organiser

des élections libres et justes dans un environnement de sécurité.

Deuxièmement, la maîtrise du processus par les Afghans et une bonne gouvernance demeurent déterminantes pour le succès des efforts de la communauté internationale pour appuyer le développement en Afghanistan. Nous encourageons le Gouvernement afghan à combattre plus résolument la corruption et le commerce et la production des stupéfiants. Nous saluons les initiatives prises récemment par le Gouvernement dans le domaine de l'agriculture et du renforcement du secteur privé et prions le Gouvernement afghan de les mener à bien.

Troisièmement, l'Allemagne continuera d'appuyer la reconstruction et le développement en Afghanistan. En 2009, les contributions de l'Allemagne ont encore augmenté, à hauteur de 250 millions de dollars au total. Nous sommes fermement convaincus que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) continuera de jouer le rôle de chef de file dans la coordination de toute l'action civile de la communauté internationale, comme convenu l'été dernier à Paris.

À cet égard, nous sommes tout à fait d'accord que le processus du Conseil commun de coordination et de suivi soit le principal mécanisme de consultation. En tant que l'un de ceux qui contribuent le plus au budget de l'ONU, nous appuyons ouvertement l'augmentation considérable du budget de 2009 de la MANUA, et nous espérons bien voir des résultats concrets. Nous pensons que, pour permettre à la MANUA d'exécuter son mandat renforcé, il faut accroître davantage ses ressources, comme l'a si justement indiqué M. Kai Eide ce matin.

À cet égard, l'Allemagne se félicite de l'augmentation des effectifs de la MANUA sur le terrain et de l'inauguration des bureaux de région de la MANUA à Tirin Kot et Sari Pul. Nous exprimons notre appui aux efforts que la MANUA déploie pour ouvrir d'autres bureaux de région en Afghanistan. Nous constatons avec satisfaction que la présence accrue de la MANUA dans les régions a déjà commencé à donner de la valeur ajoutée, y compris dans les régions de Mazar-e-Sharif, Kunduz et Faizabad.

Quatrièmement, nous appuyons la proposition du Secrétaire général tendant à présenter, dans son prochain rapport au Conseil, la version définitive d'une série de critères. Nous pensons que ces critères permettront de mesurer les progrès réalisés dans la

mise en œuvre du mandat et des priorités définies pour la MANUA. En même temps, nous demandons que ces critères soient considérés comme appuyant les efforts de reconstruction qui existent déjà, non pas comme leur fin.

Je voudrais, pour terminer, remercier Kai Eide pour ses efforts inlassables et pour le succès avec lequel il dirige la MANUA. Malgré les défis qui nous attendent, nous avons pu aider à améliorer les conditions de vie en Afghanistan, à construire des écoles pour les garçons et les filles, des hôpitaux, des ponts, des routes, etc. Ce succès n'a été possible que grâce aux femmes et aux hommes du monde entier qui ont accepté de servir en Afghanistan. Je saisis cette occasion pour les remercier de leurs efforts inlassables et leur engagement personnel.

Nous tenons à remercier toutes les équipes qui travaillent sous l'égide de l'ONU ainsi que les nombreuses organisations non gouvernementales et les membres du corps diplomatique, et surtout tout le personnel des forces de sécurité, pour l'action qu'ils mènent pour améliorer la vie des Afghans.

L'Allemagne sera à la hauteur de ses responsabilités internationales et continuera d'appuyer le peuple afghan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

**M. Khazaei** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, Monsieur le Président, vous féliciter pour la manière compétente avec laquelle vous dirigez les travaux du Conseil de sécurité ce mois et remercier le Secrétaire général, son Représentant spécial et tous leurs collègues de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de leur dévouement à la consolidation de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Comme vous nous quittez bientôt, Monsieur le Président, je m'associe aux autres collègues pour vous exprimer mes meilleurs vœux et vous souhaiter plein succès dans vos futures activités. Votre amitié, votre professionnalisme et votre gentillesse sont légendaires. C'est sûr, vous nous manquerez beaucoup.

Je voudrais aussi remercier M. Kai Eide pour l'exposé complet qu'il a fait au Conseil ce matin et pour l'action inlassable qu'il mène avec ardeur pour aider à coordonner l'action de la communauté

internationale en Afghanistan. Nous remercions également tous les hommes et toutes les femmes de la MANUA pour leurs efforts dignes d'éloges en Afghanistan. Je tiens aussi à remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan pour sa déclaration remarquable de ce matin et de nous avoir fait le point de la situation.

Comme l'indique clairement le dernier rapport du Secrétaire général (S/2009/353), la situation en Afghanistan est marquée par des avancées mais aussi par des faits préoccupants. Le rapport souligne que la période à l'examen a été marquée par de nouvelles avancées dans des domaines clefs, avec l'augmentation des effectifs de l'Armée et de la Police nationales afghanes. Le rapport indique aussi que l'agriculture et le secteur privé sont en plein essor, tandis qu'il y a eu des avancées encourageantes en ce qui concerne le développement en général et le renforcement des capacités. Il est encourageant d'apprendre, en lisant le rapport, que la coordination des donateurs s'est améliorée, y compris par une meilleure utilisation du Conseil commun de coordination et de suivi.

Le peuple et le Gouvernement afghans méritent notre admiration collective pour avoir maintenu le cap qu'ils avaient choisi et pour les progrès spectaculaires qu'ils ont accomplis ces dernières années sur la voie d'un Afghanistan stable et prospère.

Malgré ces avancées encourageantes, des motifs de préoccupation demeurent dans d'autres domaines. La situation a continué à se dégrader sur le plan de la sécurité et le nombre des incidents et le niveau global de la violence ont augmenté par rapport à la même période de l'année précédente. Les menaces représentées par la culture du pavot et le trafic de drogue ont continué à poser une menace à la sécurité en Afghanistan, dans la région et au-delà.

Nous pensons que, pour s'attaquer à l'insécurité en Afghanistan, il faut accorder l'attention nécessaire aux besoins véritables et aux vœux du peuple et du Gouvernement afghans. L'« afghanisation » des efforts de sécurité et de reconstruction, et des efforts plus sérieux en vue de préparer la voie à une sécurité décidée de l'intérieur du pays et à la pleine maîtrise nationale des problèmes de leur pays par les Afghans sont nécessaires et indispensables pour que la situation s'améliore réellement en Afghanistan. Les Afghans ont indiqué clairement qu'ils n'accepteront pas une présence de durée indéfinie des forces étrangères dans leur pays. Et l'accroissement des effectifs des forces

étrangères dans ce pays, s'il se fonde sur des approches antérieures, ne contribuera pas à l'amélioration de la situation en matière de sécurité.

Nous convenons avec le rapport que le renforcement des capacités et l'utilisation des capacités régionales pour la reconstruction de l'Afghanistan peuvent contribuer considérablement à améliorer la situation dans le pays.

La Constitution de l'Afghanistan est d'une importance vitale, car, entre autres choses, elle sous-tend l'unité des Afghans de tous les milieux, de toute appartenance religieuse et de toute origine ethnique. Comme le Gouvernement afghan, nous sommes d'avis que le dialogue mené par les Afghans ne peut se faire qu'avec des groupes qui sont attachés à la Constitution du pays, qui n'ont pas porté atteinte à la sécurité du pays et ne le feront pas et qui n'ont pas commis d'actes de terrorisme. Toute action menée à cet égard doit aussi se faire sans porter préjudice aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 1267 (1999).

L'élection à la présidence et aux conseils provinciaux qui aura lieu prochainement en Afghanistan sera au centre de l'attention des milieux politiques du pays cette année. Nous sommes persuadés que les Afghans en feront un autre jalon important sur la voie de la stabilité et de la prospérité.

Les initiatives régionales et internationales entreprises durant la période considérée ainsi que les réunions tenues durant la même période, en particulier le sommet tripartite de Téhéran du 24 mai 2009, la Conférence de La Haye du 31 mars 2009 et les initiatives comme la coopération conjointe entre l'Iran et le Japon en Afghanistan, illustrent bien les capacités et la volonté régionales d'accompagner les Afghans sur la voie de la paix, de la sécurité et du développement. Nous devons tirer parti de ces initiatives dans nos efforts en faveur des Afghans.

La culture, la production et le trafic des stupéfiants en Afghanistan représentent un autre défi redoutable qui non seulement entrave la reconstruction économique de ce pays et porte atteinte à sa sécurité, mais pose également des menaces graves à la toute la région et à l'ensemble de la communauté internationale. Malgré la présence des forces militaires de plusieurs pays en Afghanistan, la communauté internationale n'a pas obtenu des résultats satisfaisants dans sa lutte contre cette menace en Afghanistan. C'est une menace qui pèse sur nous tous et qui exige donc

une réaction collective, résolue et sérieuse dans tous les aspects.

La République islamique d'Iran a été et demeure inébranlable dans sa lutte contre les trafiquants de drogue lourdement armés venant de l'Afghanistan, et nous encourageons d'autres pays à s'associer à nous dans cette lutte importante pour préserver les générations actuelles et futures des conséquences dévastatrices de cette calamité.

La sécurité et la stabilité de l'Afghanistan revêtent une importance vitale pour la République islamique d'Iran, comme pour le reste de la région et au-delà. Nous avons toujours condamné sans équivoque les actes de terrorisme odieux commis en Afghanistan par les groupes terroristes, particulièrement Al-Qaida et les Taliban, ainsi que les attaques menées contre les civils par les forces étrangères au moyen de raids aériens, et nous avons pleinement appuyé les efforts du Gouvernement afghan pour améliorer la sécurité et la situation économique dans le pays.

Nous avons exprimé notre vif et sincère désir d'aider nos frères et sœurs afghans par le biais des mesures concrètes que nous avons prises dans plusieurs activités de reconstruction en Afghanistan, comme je l'ai dit dans ma déclaration précédente. Comme le Secrétaire général et son Représentant spécial l'ont souligné à plusieurs reprises, il faut sérieusement envisager d'avoir recours aux capacités régionales pour relever les défis auxquels est confronté l'Afghanistan.

La République islamique d'Iran a non seulement participé à plusieurs réunions internationales et régionales consacrées à l'Afghanistan, elle a aussi pris l'initiative d'organiser et de proposer plusieurs réunions régionales à cet égard, dont le premier sommet tripartite qui a regroupé les Présidents de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan en mai à Téhéran.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, à la fin du sommet de Téhéran, a été adoptée une déclaration confirmant la volonté des trois pays de joindre leurs efforts pour combattre le terrorisme, appuyer des projets économiques trilatéraux et lutter contre la production et le trafic de stupéfiants.

Je tiens à terminer en soulignant que nous appuyons le rôle central que l'ONU a joué et continue de jouer, par l'intermédiaire de la MANUA, pour coordonner l'assistance de la communauté

internationale en Afghanistan et pour aider le peuple et le Gouvernement afghans à s'attaquer aux défis auxquels ils sont confrontés depuis de nombreuses années. Sous la maîtrise et la direction afghanes, nous devons axer nos efforts sur les quatre domaines prioritaires présentés dans la déclaration du Président publiée à l'issue de la Conférence de La Haye en mars de cette année : une sécurité renforcée, une meilleure croissance économique, une bonne gouvernance et une coopération régionale renforcée. Le chemin menant à un Afghanistan stable et prospère est sans doute long. Il est sans doute aussi difficile, mais nous sommes persuadés que le Gouvernement et le peuple afghans y parviendront. Ils réussiront.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Afghanistan a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne la parole.

**M. Tanin** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier sincèrement tous ceux qui ont pris la parole aujourd'hui de leur appui à l'Afghanistan, au peuple afghan et au processus de stabilisation. J'ai pris bonne note de toutes les vues, suggestions et préoccupations exprimées aujourd'hui. Le partenariat durable entre la communauté internationale et l'Afghanistan est déterminant pour le succès dans le pays.

Je vous suis particulièrement reconnaissant, Monsieur le Président, d'avoir fait coïncider ce débat avec la fin de votre présidence du Conseil de sécurité et de votre carrière à l'ONU. Vous avez été un diplomate bien connu et bien respecté à l'ONU, et particulièrement dans votre région pour l'action que vous y avez menée durant votre carrière. En Afghanistan, on sait que vous êtes un éminent diplomate de votre pays, la Turquie, qui entretient des relations cordiales avec le mien. Au nom du peuple afghan, je tiens à rendre hommage à votre action et aux efforts que vous avez déployés en faveur de l'Afghanistan. Nous prenons bonne note et nous nous rappellerons certainement de ce que l'organisation de ce débat a été l'un de vos actes officiels.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Kai Eide, pour qu'il réagisse à certaines des observations qui ont été formulées.

**M. Eide** (*parle en anglais*) : J'ai vraiment demandé la parole pour être la dernière personne à qui vous donnez la parole à une séance du Conseil de sécurité, Monsieur le Président. Je voudrais exprimer les mêmes vœux qui ont été exprimés par tant de

personnes autour de cette table, et c'est un honneur pour moi, Monsieur le Président, d'être présent à votre toute dernière séance. Je vous exprime mes meilleurs vœux.

Je voudrais faire deux ou trois brèves observations. Certains orateurs ont indiqué la nécessité de regarder au-delà des élections. Je suis tout à fait d'accord, et je l'ai évoqué dans ma déclaration. Je pense qu'il importe que nous commençons à y penser, car, je suis convaincu que, avec un nouveau Gouvernement en place, peu importe qui sera le Président, il faudra avoir une vision sur laquelle s'appuyer rapidement pour assurer la continuité par rapport à la situation actuelle. C'est important.

La question de la coordination des donateurs a été évoquée plusieurs fois. Les espoirs que certains expriment me font parfois peur, étant donné notre capacité de faire des miracles avec des ressources limitées. Mais je pense que nous devons certainement le faire à l'avenir. L'Ambassadrice Rice et d'autres ont relevé la nécessité d'une collaboration au tout début de la formulation de nos programmes d'aide, et de réfléchir ensemble bien avant que nous gravions nos programmes sur pierre, pour ainsi dire. Sinon, il nous sera encore plus difficile d'être souples après coup. Nous essayerons de tirer des enseignements de l'expérience du passé.

Nous ouvrirons de nouveaux bureaux et nous avons besoin de davantage personnel, mais je voudrais demander instamment à tous les membres du Conseil et

aux autres collègues qui ont participé à la présente séance de voir s'ils disposent de personnes ayant les qualités requises qu'ils pourraient mettre à notre disposition, non pas à titre gracieux, mais pour qu'elles soient recrutées. Il ne s'agit pas pour moi uniquement d'une question du nombre de fonctionnaires; il s'agit de la qualité des personnes et du savoir-faire et des ressources qu'elles représentent. Cela vaut particulièrement pour les nouveaux bureaux qui seront ouverts. Nous le ferons autant que nous le pouvons.

Enfin, la question des critères a été soulevée par beaucoup d'orateurs. Je répète que je le prends très au sérieux, mais il est intéressant de voir combien de définitions différentes de ce que sont les « critères » il y a autour de cette table. Je vais conclure en disant que je prends note de toutes ces idées et je m'en inspirerai. Nous tirerons sans doute nos propres conclusions afin que le Conseil de sécurité puisse recevoir un rapport satisfaisant en septembre – pas vous, Monsieur le Président, mais les nombreux autres qui seront encore ici. Je les remercie tous pour les paroles qu'ils m'ont adressées ainsi qu'à mon équipe.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie tous les participants des paroles aimables qu'ils m'ont adressées.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 16 h 20.*